

Chine, Russie et bataille pour l'Eurasie |

Ryan Perkins

Les grandes puissances délaissent l'Europe. Les États-Unis, la Chine et la Russie se concentrent tous sur le nouveau cœur géopolitique du XXI^e siècle : l'Asie centrale. Ryan Perkins rejoint Pascal pour examiner les corridors de transport concurrents à travers l'Eurasie, de l'itinéraire TRIPP soutenu par les États-Unis au projet russe de canal Eurasie. Ils abordent le financement chinois des infrastructures, l'évolution de l'initiative des Nouvelles routes de la soie et le partenariat stratégique entre Moscou et Pékin. La conversation explore la financiarisation, la capacité industrielle, la souveraineté numérique et l'approche de la Chine en matière de relations internationales. Perkins présente également son interprétation du conflit iranien et soutient que les perturbations autour d'Ormuz peuvent exercer une pression économique sur le développement de la Chine. Liens de Ryan : Substack : <https://ceinewsletter.substack.com> X : <https://x.com/ChinaIndicator> Global Economic Indicator : <https://globaleconomicindicator.com> La lutte pour le Caucase : TRIPP et le canal Eurasie : <https://ceinewsletter.substack.com/p/the-contest-for-the-caucasus-tripp> La BCE cartographie le piège, les fissures se forment et Bessent commet un faux pas : <https://globaleconomicindicator.com/the-ecb-maps-the-trap-cracks-form-and-bessent-slips-up/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatage 00:00 Ryan Perkins et la lutte pour le Caucase 07:17 Construire le canal Eurasie : ingénierie et commerce 17:51 Les Nouvelles routes de la soie de la Chine et la stratégie de réserves 25:26 Chine et Russie : un partenariat sans alliance 34:50 Financiarisation et perte de capacité industrielle 43:21 Souveraineté numérique et approche mondiale de la Chine 49:25 La Chine, les Philippines et les tensions régionales 53:19

#Pascal

Bon retour à tous sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, pour la première fois, j'accueille un bon collègue que j'ai rencontré pour la première fois à Pskov, en Russie, lorsque nous participions à la même conférence. Il s'agit de Monsieur Ryan Perkins, analyste géopolitique basé à Pékin, en Chine. Ryan, bienvenue.

#Ryan Perkins

Merci beaucoup. Merci beaucoup de me recevoir.

#Pascal

Merci de vous joindre à nous en ligne. Vous avez déjà parlé avec Alexander Mercouris, et nous avons tous beaucoup apprécié vos observations sur la Chine et la Russie lors du forum. C'était très éclairant. J'ai donc voulu vous inviter à nouveau. Vous venez d'ailleurs de publier un article sur votre propre Substack. Tout le monde, vous pouvez vous abonner à Orion sur Substack. L'article s'intitule : « La lutte pour le Caucase tripartite et le canal eurasiatique ». Commençons par cet article, puis nous aborderons un peu plus tard les relations entre la Chine et la Russie. Quelles sont exactement les observations que vous y présentez ?

#Ryan Perkins

J'étais récemment au Forum économique oriental, à Vladivostok, et cette histoire est née d'un certain nombre de rumeurs et de propositions qui circulaient là-bas. Et c'est vraiment très intéressant à observer. Je pense qu'on peut voir cette compétition pour le Caucase comme le prolongement des autres guerres qui se déroulent actuellement à travers le continent eurasiatique. Il y a le conflit en Ukraine, et le conflit en Asie occidentale avec l'Iran, le conflit entre les États-Unis et l'Iran. Et, à bien des égards, on peut considérer que cette compétition qui émerge dans le Caucase en est le prolongement. La proposition T R I P, c'est-à-dire la Route Trump pour la paix et la prospérité internationales, est née du sommet de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'an dernier, en septembre, à Washington. Il s'agissait d'une proposition visant à construire un corridor de transport multimodal.

C'est donc une liaison ferroviaire et routière, dotée d'infrastructures numériques, qui relie la mer Noire à la mer Caspienne, en passant principalement par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En substance, cela créera un corridor partant de l'Union européenne, traversant la Turquie, puis le Caucase. Et, évidemment, l'objectif est clairement de détourner la région du Caucase de la sphère d'influence traditionnelle de la Russie et de l'Iran. On peut aussi y voir une façon d'installer une présence américaine directement entre la Russie et l'Iran. Lorsque j'étais au Forum économique de l'Extrême-Orient, il était clair que cette initiative suscitait beaucoup d'inquiétudes, notamment chez les Russes. Et ce que nous avons vu, c'est le retour d'une proposition datant de l'époque soviétique : construire une voie maritime reliant la mer d'Azov à la mer Caspienne, en passant directement par le territoire russe. Je pense qu'on peut vraiment y voir une réponse directe à cette proposition soutenue par les États-Unis.

#Pascal

Oui, peut-être très brièvement, pour situer la géographie de la région. Ici, on a l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie : ce sont les trois États du Caucase du Sud. Mais le Caucase du Nord est, bien sûr, entièrement russe. Et donc, le corridor TRIPP, ce que certaines personnes en Géorgie appellent le corridor de Zanguezour, relierait l'Azerbaïdjan en passant par l'Arménie. Et, en fait, TRIPP le relierait ici, tout en bas, juste à la frontière avec l'Iran. Oui, juste à cette frontière.

#Ryan Perkins

Cela revient littéralement à installer des infrastructures américaines juste au nord de la frontière iranienne. Et les Iraniens se sont montrés très, très explicites à ce sujet. Ils ont dit, vous savez, que c'était essentiellement une forme d'étranglement géopolitique. Et, fait intéressant, ils l'ont dit avant même que la guerre ne commence, en février. Ils sont donc très, très inquiets. Ils ont même déclaré qu'ils fermeraient cela, même si les Russes ne le faisaient pas. Ils ont dit : que les Russes nous soutiennent ou non sur ce point, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que cela se produise.

#Pascal

Ce serait vraiment seulement cette bande-là, ici, n'est-ce pas ? Parce que ce sont deux parties de l'Arménie, et deux parties de l'Azerbaïdjan. Mais toute la proposition consiste, en gros, à faire de cette terre une longue bande de base militaire américaine, n'est-ce pas ?

#Ryan Perkins

Globalement, oui.

#Pascal

Et ensuite, le reste de la proposition remonte par ici, vers le nord, c'est ça ? Oui.

#Ryan Perkins

C'est ça, oui. Ça passe entièrement par le territoire russe.

#Pascal

Et vous avez dit que c'était une proposition fondée sur une idée plus ancienne, c'est bien ça ? Une idée qui remonte à l'époque soviétique, avez-vous dit ?

#Ryan Perkins

Oui, il y a eu une proposition soviétique dans les années mille neuf cent cinquante. Donc, une partie des infrastructures existe déjà, mais elle doit être considérablement développée. Et je pense qu'à l'heure actuelle, l'un des principaux obstacles pour les Russes, c'est le financement. À ce titre, je pense qu'ils cherchent vraiment à obtenir des financements chinois. Car, évidemment, les Chinois ont consacré des sommes énormes à des programmes similaires. Et ils disposent aussi d'une grande

expertise dans les projets d'infrastructure de très grande ampleur. C'est donc une relance relativement récente. Mais, bien sûr, la proposition TRIPP est elle aussi assez récente. Elle n'a été dévoilée qu'en septembre dernier.

Mais oui, ils essaient d'aller de l'avant avec ce projet. Fait intéressant, le projet de canal Eurasie est l'un des deux projets qu'ils étudiaient réellement. L'autre est aussi un projet de canal, qui consisterait à prolonger le canal Volga-Don. À l'heure actuelle, il existe déjà un canal qui relie la Volga et le Don, mais il est très, très petit et en assez mauvais état. Donc, deux propositions sont sur la table. Mais pour le moment, je pense que le canal Eurasie est celui qui a vraiment le plus d'élan. C'est aussi celui qui a été discuté lors du Forum économique de l'Extrême-Orient.

#Pascal

Et comment se sont déroulées les discussions à ce sujet ? Quelle est la faisabilité du projet ? Je ne connais pas du tout le terrain. Enfin, que faut-il faire pour construire un canal aussi long ? Même, vous savez, ce canal serait probablement plus long que celui qui relie le Pacifique et l'Atlantique, sur le continent américain. Ce serait un projet majeur.

#Ryan Perkins

Il y a donc environ sept cents kilomètres de territoire russe que le canal devrait traverser. Il passerait par la dépression Kouma-Manytch. Ce n'est pas un projet de canal gigantesque. Enfin, pas par rapport à certains des plus grands canaux, parce qu'à ce stade, deux projets différents sont à l'étude. L'un permettrait le passage de navires allant jusqu'à dix mille tonnes. Une proposition plus ambitieuse est aussi sur la table : elle prévoit des navires de vingt-six mille tonnes. À mon avis, le plus probable serait le projet à dix mille tonnes. Mais le principal problème, c'est que la mer Caspienne se situe plusieurs mètres plus bas que la mer d'Azov, car son niveau baisse depuis déjà plusieurs années. Donc, le grand chantier d'ingénierie consisterait à installer des écluses, pour permettre aux navires de monter et de descendre. Mais l'un des arguments avancés pour promouvoir ce projet, c'est qu'il détournerait de l'eau vers la mer Caspienne et en ferait remonter le niveau.

#Pascal

Et puis, reconstituer vraiment la mer Caspienne, c'est un joli bénéfice secondaire. Oui. Juste une petite note, très rapide : la meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur NeutralityStudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. Quel nouveau type de commerce cela permettrait-il, si ça se faisait ? Je veux dire, qui ne soit pas déjà possible aujourd'hui, puisque le pétrole et ainsi de suite sont transportés par des pipelines. Il y a aussi du trafic routier, bien sûr. Quel serait le grand avantage d'un tel canal ?

#Ryan Perkins

L'un des éléments clés, ici, c'est d'ouvrir une partie du commerce de la Caspienne. Un canal maritime, s'il traversait le territoire russe, contribuerait essentiellement à renforcer le contrôle de la Russie sur le trafic maritime en mer Caspienne. Mais, en réalité, l'un des acteurs qui poussent en faveur de la route TITR, c'est l'Union européenne. L'Union européenne a déjà promis de mobiliser deux cents milliards d'euros de financements pour cette route, afin d'ouvrir un itinéraire entre l'Union européenne et la Caspienne, principalement en direction du Kazakhstan. Et le Kazakhstan ménage un peu ses options, parce qu'il ne veut pas s'engager entièrement dans le TITR. Il a donc aussi montré, avec prudence, beaucoup d'intérêt pour la route russe.

#Pascal

Je veux dire, pour le Kazakhstan et le Turkménistan, ça devrait être évident, non ? Cela voudrait dire que le Turkménistan comme le Kazakhstan auraient alors, via le Bosphore, un accès direct à la Méditerranée et à l'Atlantique, non ? Je veux dire, pour les deux, ce serait énorme. Quant à la Russie, elle a déjà accès à la Baltique, bien sûr. Mais, en gros, ce serait une autre route commerciale majeure pour tous les trois, hein ?

#Ryan Perkins

La première fois que ce projet a vraiment été relancé, c'était en fait par le Kazakhstan, en deux mille sept. Et le pays poussait assez fortement en sa faveur cette année-là. Mais ensuite, le projet a un peu disparu pendant un temps. Ce n'est qu'après septembre de l'année dernière, lorsque l'administration Trump a commencé à parler de la route TITR, que la Russie a commencé à raviver son intérêt pour cet itinéraire.

#Pascal

Mais dans ce sens-là, vous savez, la route du TITR ne serait qu'un corridor terrestre. Ce serait simplement, disons, au mieux, des camions sur l'autoroute, c'est ça ?

#Ryan Perkins

Non, c'est multimodal. C'est multimodal. Ça veut dire qu'il y a cet axe ferroviaire et cet axe routier, mais aussi une autoroute d'infrastructures numériques. En gros, cela revient simplement à installer des stations américaines de surveillance militaire tout le long de la frontière nord de l'Iran, n'est-ce pas ? Oui. Et, à chacune des extrémités, on a aussi des installations portuaires.

#Pascal

Oui, oui, des installations portuaires. Bien sûr, des installations portuaires. Mais cela impliquerait quand même de charger et de décharger les navires, n'est-ce pas ? Alors qu'un canal permettrait aux navires de passer directement. Je veux dire, en termes de viabilité économique, disons, du coût auquel on peut transporter les marchandises... Un canal permettrait de les acheminer beaucoup, beaucoup moins cher, n'est-ce pas ?

#Ryan Perkins

Ce serait le cas. Évidemment, tout transporter par voie maritime coûte beaucoup, beaucoup moins cher. Mais le problème, c'est la taille des navires. Donc, un hub multimodal, c'est l'un de ces cas où il y a des avantages et des inconvénients. Bien sûr, il est plus pratique pour les navires de passer directement. Mais c'est la taille des bâtiments qui limiterait la capacité. Non, non, j'allais simplement dire que, personnellement, je suis très sceptique quant au succès de la route Trump. Tout simplement parce que je pense que, de nos jours, les pays occidentaux ont une très mauvaise réputation en matière de projets d'infrastructure, et même quand il s'agit simplement de mobiliser les gens.

Le type d'organisation nécessaire pour mener ce genre de projet à bien, et aussi pour mobiliser les capitaux... Car les marchés financiers occidentaux sont tellement guidés par des perspectives à très, très court terme qu'il est très difficile de réunir les fonds nécessaires pour investir dans ce type de projets. En revanche, je pense que si les Russes parviennent à convaincre les Chinois d'y investir, alors ce projet verra certainement le jour, parce que les Chinois sont très compétents dans ce genre de projets d'infrastructure.

#Pascal

Les Chinois ne devraient-ils pas être très intéressés par ça, puisque cela s'inscrirait en quelque sorte dans leur initiative « Une ceinture, une route » ? Et deuxièmement, est-ce qu'il y a des inquiétudes en Russie ? Parce que, vous savez, si vous construisez un tel canal, vous créez en fait une frontière géographique artificielle avec le reste de votre territoire. Or, cette région du Caucase du Nord n'a pas vraiment la réputation d'avoir été historiquement stable dans la durée. Je veux dire, vous construisez en quelque sorte une petite rivière, n'est-ce pas, qui coupe une partie de votre territoire du reste du pays. C'est d'ailleurs une question à laquelle les Thaïlandais réfléchissent eux aussi, parce qu'ils envisagent également de construire un passage de contournement dans la partie la plus étroite de leur pays, vers le détroit de Malacca. Mais l'une des raisons de ne pas le faire, c'est précisément que les territoires du Sud sont plutôt sujets au séparatisme. C'est donc un élément qui leur traverse vraiment l'esprit lorsqu'ils envisagent ce genre de projets.

#Ryan Perkins

C'est une bonne question, en fait. C'est un sujet que je n'ai pas encore étudié. Je pense que c'est sans doute moins préoccupant dans un pays comme la Russie. En partie parce que l'Union soviétique a une histoire longue, et assez emblématique, de grands projets d'infrastructure. Et je crois que les deux projets auxquels les Russes réfléchissent actuellement — le canal eurasiatique et le projet Volga-Don — s'appuient tous deux sur des infrastructures qui ont déjà une certaine base dans ces régions. Donc, je pense que c'est moins préoccupant pour les Russes. Et je pense que les Russes... je pense que les problèmes que la Russie a connus avec le séparatisme ethnique dans les années quatre-vingt-dix...

Je pense qu'ils considèrent, en quelque sorte, que c'est heureusement derrière eux, pour le moment. Donc, je ne pense pas que ce soit un problème majeur. Cela dit, il y a d'autres problèmes concernant la route TRIPP. Elle a été annoncée lorsque l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont paraphé l'accord de paix provisoire, en septembre. Mais, à ce jour, ils n'ont pas encore signé d'accord de paix définitif. Et il reste des difficultés, car l'Azerbaïdjan exige des modifications de la Constitution arménienne, au motif de revendications territoriales. Je ne pense donc pas que le processus puisse beaucoup avancer tant qu'ils n'auront pas réussi à surmonter cet obstacle.

#Pascal

Oui, n'oublions pas que cela devrait aussi être adopté par le Parlement arménien. Même si, vous savez, ce serait probablement le cas, parce que l'Arménie évolue elle aussi, en ce moment, vers ce qu'on pourrait appeler une démocratie encadrée. Mais revenons à la Chine. Selon vous, quelles sont les chances que la Chine soutienne cela ? Et quel impact cela aurait-il sur l'initiative « Une ceinture, une route » ?

#Ryan Perkins

Oui, la politique des Nouvelles routes de la soie a beaucoup évolué, surtout ces cinq ou six dernières années. Au départ, elle était extrêmement ambitieuse. Et, au début, elle était perçue comme une sorte d'alternative au simple recyclage des réserves chinoises en dollars américains dans le système du Trésor américain. Donc, à partir de deux mille treize environ, on a vu apparaître ces prêts énormes.

#Pascal

Ils voulaient utiliser leurs réserves en dollars américains sans devoir acheter tous leurs produits aux États-Unis. Alors, pourquoi ne pas lancer d'immenses projets d'infrastructure et payer tout le monde en dollars américains ? Mais ça ne s'est pas passé comme prévu, cela dit. Merci.

#Ryan Perkins

Oui, ils ont commencé à s'inquiéter d'être, en fait, trop exposés à une seule contrepartie financière, en réinvestissant toutes ces réserves dans des bons du Trésor américain. Ils ont donc cherché un projet qui serve à la fois leurs propres intérêts et qui offre un débouché à cet énorme surplus de dollars américains qu'ils accumulaient. C'est de là qu'est née l'idée des Nouvelles Routes de la soie. D'un côté, cela leur donne un moyen d'investir ces gigantesques réserves en dollars. De l'autre, cela aide aussi à construire les infrastructures dont la Chine a besoin pour éviter de se retrouver, en quelque sorte, isolée et encerclée militairement. Ainsi, si certaines de ses routes commerciales étaient bloquées, elle disposerait d'itinéraires alternatifs pour faire circuler ses échanges. Mais cela a également offert aux entreprises chinoises du bâtiment l'occasion d'apporter leur savoir-faire et de réaliser ces projets d'infrastructure.

C'est au début des années deux mille vingt que ça a commencé à poser problème. Certains prêts accordés à des États, disons, assez fragiles, sont devenus problématiques. Et la Chine s'est retrouvée impliquée dans plusieurs programmes de restructuration de dettes souveraines, alors qu'elle ne souhaite pas vraiment y prendre part. Cela signifiait aussi qu'elle obtenait, dès le départ, des rendements assez incertains sur ces prêts. Ce qui est vraiment intéressant, c'est que l'Occident s'en est servi comme outil de propagande pour accuser la Chine de pratiquer des prêts prédateurs. Pourtant, si vous prenez n'importe lequel des pays concernés par l'Initiative la Ceinture et la Route, le poids et le fardeau de ces prêts chinois, ainsi que leur souplesse, ne sont même pas comparables à ce qu'ils avaient avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, ou même la Banque asiatique de développement.

Le Sri Lanka, je pense, est l'un des pays qu'on cite toujours comme une sorte d'étude de cas de la diplomatie chinoise du piège de la dette. Mais quand on regarde la structure de la dette sri-lankaise, une part infime était chinoise, et les Chinois se sont montrés incroyablement flexibles. Et une grande partie de l'argent que les Chinois ont effectivement prêté au Sri Lanka a servi aux Sri-Lankais à rembourser des prêts du Fonds monétaire international, parce que les Chinois prêtaient à des taux plus bas et avec des conditions plus souples. Donc oui, ils ont commencé à se retirer un peu de cette approche au début des années deux mille vingt. Et puis, bien sûr, la guerre en Iran... la guerre en Ukraine a éclaté, et les États-Unis ainsi que l'Union européenne ont saisi les actifs russes.

C'est à ce moment-là que les Chinois ont vraiment commencé à s'interroger sur l'intérêt de conserver tous leurs dollars en dollars américains. On a donc assisté à une nouvelle transition. En réalité, cette troisième phase de la gestion des réserves chinoises consiste à stocker d'immenses quantités de minerais. La Chine le fait à un rythme qui s'accélère depuis environ deux mille vingt-deux. Et ce qu'on observe, c'est que la Chine achète des quantités énormes, énormes, de cuivre, d'étain, d'aluminium, d'or et d'argent. Elle les stocke, d'une part, pour conserver ses réserves en toute sécurité à l'intérieur du pays et, d'autre part, pour mieux protéger ses chaînes d'approvisionnement industrielles.

Donc, ces prêts — les prêts liés aux Nouvelles Routes de la soie — existent toujours, mais à une échelle bien plus réduite. Et ils ont été, en quelque sorte, réorientés vers les énergies vertes et des

prêts en faveur du développement durable. On s'est donc éloigné de ces énormes projets d'infrastructures. Mais je suis convaincu que les Russes pourraient persuader les Chinois d'y investir. Notamment parce que ce serait un projet réalisable pour les Chinois en renminbis, puisque la Chine fournirait une si grande partie des... Il ne serait pas forcément nécessaire d'obtenir un financement en dollars américains. Cela pourrait se faire en renminbis chinois, parce qu'une grande partie de l'expertise, de la main-d'œuvre et de la technologie nécessaires viendrait de Chine, de toute façon.

#Pascal

Oui, oui. Non, et ce serait logique, surtout maintenant que tous les échanges énergétiques, comme le pétrole et le gaz, augmentent, n'est-ce pas ? Et je ne sais pas du tout comment ils sont structurés. Mais puisque c'est libellé en roubles et en renminbis, ou que ça doit l'être, je veux dire, il y aurait probablement une logique à essayer de mettre en place d'autres projets dans lesquels on pourrait aussi investir une partie des revenus issus de ce type d'échanges. Alors, avez-vous entendu quelque chose de la Chine ? Est-ce que cette idée est sérieusement envisagée en ce moment ? Est-ce qu'on leur a posé la question ?

#Ryan Perkins

Non, je n'en ai encore rien entendu dire. Comme je l'ai dit, j'étais au Forum économique oriental, au début de ce mois-ci. Et en ce moment, il y a une longue période de fêtes nationales en Chine, donc il était difficile de faire avancer les choses avant cela. Je participerai à quelques conférences et forums juste après les congés de la fête nationale. J'espère donc pouvoir obtenir davantage d'informations pour savoir si les Russes ont, d'une manière ou d'une autre, officiellement approché les Chinois. Mais j' imagine qu'ils l'ont probablement fait.

#Pascal

Parlons un peu plus généralement de vos observations sur les relations entre la Russie et la Chine. J'étais à Istanbul la semaine dernière, à une conférence, où des collègues chinois intervenaient également. Et je crois que c'est là que l'un d'eux a répété un point que, me semble-t-il, les Chinois ont déjà formulé plusieurs fois. Quand on demande à des responsables politiques ou à des analystes géopolitiques : « La Chine et la Russie forment-elles une alliance ? », ils répondent toujours : « Non, nous ne sommes pas une alliance. C'est un partenariat. La Chine et la Russie sont comme deux lignes parallèles. Elles vont dans la même direction, mais elles ne se rencontreront jamais. » C'est le message qu'ils veulent faire passer, quelle que soit la portée qu'on lui donne. J'ai trouvé cette métaphore très intéressante. Quelle est votre observation ?

#Ryan Perkins

Enfin, la ligne officielle, c'est que ce n'est pas une alliance, mais un partenariat stratégique. Et c'est un partenariat stratégique très solide. Quand on regarde la relation entre Xi Jinping et Vladimir

Poutine, la fréquence à laquelle ils se rencontrent, la fréquence à laquelle ils se tiennent mutuellement informés des évolutions et des développements, je ne vois pas deux autres grands dirigeants mondiaux qui se rencontrent aussi souvent et communiquent autant que ces deux-là. Mais la relation entre la Chine et la Russie a toujours été... elle n'a jamais été aussi mauvaise qu'on l'a présentée.

Je veux dire, oui, il y a eu une courte période, vous savez, quelques décennies, où ce n'était pas très bon. Mais même à cette époque-là, ce n'était pas vraiment catastrophique. Il y a eu quelques différends frontaliers, les relations étaient un peu froides, mais dans l'ensemble, la Chine et la Russie ont une très longue histoire de très, très bon voisinage. Et aujourd'hui, je pense que, si vous parlez à des Chinois ordinaires, ils ont une opinion extrêmement positive de la Russie. Et c'est vraiment le produit de cette relation stratégique. C'est pareil en Chine. Si vous allez au-delà des aspects géopolitiques et que vous regardez ce qui se passe sur le terrain, si vous parlez aux gens, il y a énormément d'échanges culturels. Si vous allez à Saint-Petersbourg, dans les universités de Saint-Petersbourg et de Moscou, elles sont remplies d'étudiants chinois. Si vous allez dans les universités ici, à Pékin, elles sont remplies d'étudiants russes.

Et en Russie, on rencontre de plus en plus de gens qui parlent chinois, parce qu'ils comprennent les opportunités commerciales. Ils comprennent aussi la nature de ce type de relation économique. Et sur le plan militaire, je veux dire, la Chine ne pourrait pas espérer meilleur voisin. Parce que la Russie lui offre cette profondeur stratégique. Sans la Russie, la Chine pourrait être complètement encerclée militairement par les États-Unis. Or, cela n'arrivera pas avec la Russie à sa frontière nord, avec la Russie qui fournit cet immense système de défense aérienne en profondeur, ses armes nucléaires stratégiques et sa défense de l'Arctique. Je veux dire, le simple fait d'avoir la Russie à sa frontière constitue pour la Chine une ressource stratégique militaire absolument immense. Donc, je ne vois aucune autre relation dans le monde qui soit plus importante que la relation entre la Chine et la Russie.

#Pascal

Non, c'est parfaitement logique. Et puis, regardez l'augmentation des échanges commerciaux, et la manière dont ils cherchent à ouvrir de nouvelles routes entre eux. Cela dit, il faut préciser une chose. C'est aussi ce que soulignent les collègues chinois : les projets qui sont mis en œuvre font toujours l'objet de négociations. Ce n'est jamais simple. Il faut toujours des années pour négocier, y compris pour des infrastructures pétrolières, et ainsi de suite. Donc, ce n'est pas comme s'ils se faisaient des cadeaux. Ils négocient réellement. Mais une fois que tout est en place, ça commence à fonctionner. Et je pense qu'ils n'essaient pas de se poignarder dans le dos. C'est probablement l'une des choses dont on n'est jamais sûr quand on conclut un accord avec l'Occident : à quel moment le couteau va-t-il vous arriver entre les omoplates ?

#Ryan Perkins

Oui. Donc, je pense que, comme vous venez de le dire, ce que vous venez de dire est le signe d'une relation vraiment saine. En Occident, les médias occidentaux aiment présenter le fait qu'ils négocient comme le signe d'une fracture, ou le signe d'une... vous savez. Alors qu'en réalité, c'est le signe qu'il s'agit bien d'un partenariat, d'un partenariat équilibré. S'il n'y avait aucune négociation, je pense que ce serait le signe d'une asymétrie de pouvoir majeure. Mais le fait qu'ils aient ces négociations de longue date montre qu'ils sont relativement équilibrés sur le plan politique. Et cela montre aussi que les organisations concernées sont énormes.

Vous savez, ce sont d'énormes organisations, avec leurs propres intérêts, leurs propres structures de pouvoir internes, leurs propres directeurs généraux et leurs propres dirigeants, qui ont leurs propres motivations. Donc oui, je ne verrais pas ça comme un problème. Je ne verrais pas ça comme un problème. J'y verrais plutôt le signe d'une relation relativement saine. Ils ont de longues négociations, ils déterminent ce qu'ils veulent. Mais une fois qu'ils se sont mis d'accord, ça se fait réellement. Et c'est un contraste très frappant avec ce qui se passe en Occident. Parce qu'il y a ces longues négociations, une décision est prise, puis rien ne se passe. Je veux dire, le TRIPP, revenons au TRIPP, d'accord ? Ça a été annoncé du jour au lendemain, en gros. Donald Trump a parlé à Aliyev et... comment s'appelle l'autre type, déjà ? Euh... je ne vois pas ce que vous voulez dire.

#Pascal

Oui, ils rencontrent le président azerbaïdjanais. Regardez, voilà ce qui va se passer. Le voici. Signez-le maintenant. Et ils le font. Trump dit, en gros : « Percée majeure après des décennies de guerre. C'est moi qui ai fait ça. » Voilà. Et puis, oui, évidemment, tout reste bloqué. Parce que vous n'avez fait aucun travail sur le terrain et que vous n'avez parlé à aucune des véritables parties prenantes, dont vous avez toujours besoin de l'adhésion, même si vous êtes les États-Unis d'Amérique. Donc, j' imagine que c'est le genre de chose que le modèle russo-chinois essaie d'éviter.

#Ryan Perkins

C'est exact. Ils préparent le terrain. C'est très intéressant de voir la façon dont les Chinois font les choses, par rapport à l'Occident. En général, c'est presque exactement l'inverse. Il y a énormément de travail, de recherches et d'études avant la moindre annonce. Et une fois l'annonce faite, les choses avancent très, très vite. Mais je pense qu'en Occident, le modèle de travail est très différent. L'annonce vient d'abord. Ensuite seulement commence le processus visant à régler, en quelque sorte, toutes les formalités.

#Pascal

Oui, et on le voit aussi dans l'Union européenne, non ? Beaucoup de ces projets sont abordés, au fond, avec une mentalité de relations publiques. On annonce l'intention, puis il faut vendre l'idée.

Alors on multiplie les annonces et on y met de l'argent. Mais ce n'est pas du genre : « Bon, allons sur le terrain et essayons vraiment de négocier, avant de nous ridiculiser. » Désolé, je vais peut-être un peu loin.

#Ryan Perkins

Non, non, non. Je pense que vous avez raison. Je pense qu'il y a beaucoup de vrai là-dedans. Et je pense qu'une grande partie de cela consiste simplement, avant toute chose, à mobiliser les fonds. Vous savez, l'essentiel, c'est de mobiliser l'argent d'abord. Alors, l'annonce est faite, ce qui permet d'obtenir une partie du financement. Ensuite, on part du principe qu'avec ce financement, ils pourront obtenir le reste. Mais je pense que, dans des pays comme la Russie et la Chine, ce n'est pas vraiment leur principale préoccupation. Parce qu'ils savent que les fonds peuvent être mobilisés une fois le projet approuvé.

#Pascal

Quelle est votre évaluation globale de l'un des problèmes les plus flagrants auxquels sont confrontés, je pense, les États-Unis, mais aussi l'Europe ? C'est qu'au cours des vingt à trente dernières années, ils se sont tellement désindustrialisés qu'ils ont aussi perdu une partie de leur capacité à réaliser des mégaprojets. Je veux dire, ils ont tellement financiarisé leur économie que, oui, leurs économies génèrent des milliers de milliards de dollars, mais pas forcément grâce à des projets d'infrastructure. Et on voit bien, surtout en Amérique du Nord, que les infrastructures se dégradent en ce moment, ou ne sont tout simplement pas réparées. Alors que la Chine et la Russie, elles, me semblent vraiment maîtriser leur sujet, quand il s'agit de ce qu'elles sont capables de construire.

#Ryan Perkins

Pour commencer... J'ai beaucoup écrit là-dessus. J'ai vraiment écrit énormément sur ce sujet précis, de manière générale. Donc, je pense... Comment dire ça ? Le processus de financiarisation relève moins d'une démarche consciente que de quelque chose qui se produit quand on évolue dans un certain type d'environnement financier. C'est ce qui est arrivé à la Grande-Bretagne à la fin du dix-neuvième siècle. C'est ce que les États-Unis ont connu de manière assez agressive dans les années soixante-dix, quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Et c'est aussi quelque chose qui se produit en Allemagne, vous savez, un processus toujours en cours.

En réalité, depuis la réunification — avec une accélération rapide après l'introduction de l'euro, puis, tout récemment, avec le changement de toute la structure énergétique. Et si vous gérez des capitaux, si votre travail consiste à allouer des capitaux, lorsque vous entrez dans ce type d'environnement financier transnational, vos priorités doivent changer. Votre manière d'allouer les fonds change. Cela ne fonctionne plus comme les dirigeants de l'industrie ont besoin que cela fonctionne. Donc, lorsque vous évoluez dans ce type d'environnement financier transnational, vous devez travailler avec un horizon de temps différent.

Vous n'avez plus la patience d'attendre les rendements que vous procure l'investissement dans l'industrie et la technologie. Vous exigez une liquidité bien plus grande, ce que vous ne pouvez pas obtenir en investissant dans, par exemple, une immense usine automobile, ou quelque chose de ce genre. Vous avez besoin d'actifs qui peuvent être liquidés rapidement. Vous devez être mobile. Vous avez besoin de rendements plus rapides, et ces exigences sont incompatibles avec les exigences de l'industrie. Et donc, dans tous les cas, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne à la fin du dix-neuvième siècle, de la Russie — pardon, des États-Unis à la fin du vingtième siècle — ou de l'Allemagne au vingt-et-unième siècle, on constate généralement une longue période de stagnation technologique. Les industries deviennent de moins en moins compétitives. Et l'on voit de moins en moins de grandes avancées technologiques de la part des grandes entreprises. C'est très visible dans le cas des voitures allemandes au cours des dix à quinze dernières années.

À Pékin, ils paraissent aujourd'hui très, très dépassés. Ils ont l'air très vieux. Il y a cette longue période de stagnation, puis un effondrement soudain de la base industrielle. Ça s'est produit aux États-Unis, grosso modo entre mille neuf cent soixante-cinq et mille neuf cent soixante-quinze. En Grande-Bretagne, à la fin du dix-neuvième siècle. Et c'est, en quelque sorte, inévitable quand on entre dans ce monde-là. L'Allemagne a entamé cette transition juste après la réunification, en liquidant toutes les anciennes entreprises socialistes de l'Est. Puis on voit le phénomène s'accélérer avec les guerres des Balkans, et ensuite, bien sûr, avec l'introduction de l'euro. Le capital allemand s'est alors soudain rendu compte qu'il pouvait gagner beaucoup plus d'argent en faisant simplement circuler des capitaux dans la zone euro qu'en employant des ingénieurs allemands très bien payés. Donc, voilà. Désolé, je me suis probablement un peu éloigné de votre question.

#Pascal

Non, non, non. C'est exactement ce que je me demandais, et pourquoi les autres ne font pas ça. Et j'aimerais avoir votre avis, parce que, d'après ce que j'observe, le Japon ne suit pas vraiment cette voie. Je veux dire, ils commettent beaucoup d'erreurs similaires à celles de l'Occident. Mais je pense que, lorsqu'il s'agit de financiarisation et d'affaiblissement de leur propre capacité industrielle, je ne vois tout simplement pas le Japon s'engager dans cette direction. Du moins, pas encore. Mais peut-être que vous avez un avis différent là-dessus.

#Ryan Perkins

Eh bien, c'est... l'Allemagne... pardon, le Japon exporte une quantité énorme de capitaux. Et on le voit avec le débouclage du carry trade, qui a commencé plus ou moins au début de cette année. L'une des différences, c'est que le Japon, depuis la fin des années mille neuf cent quatre-vingt, puis pendant les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, exporte d'énormes volumes de capitaux. Mais il les exporte principalement vers les États-Unis.

#Pascal

Oui.

#Ryan Perkins

Elle se trouve donc dans une position légèrement différente de celle de l'Allemagne. Si l'on regarde l'Allemagne, je dirais qu'elle évolue de plus en plus vers un rôle, au sein de la zone euro, comparable à celui que jouent les États-Unis dans la zone dollar. Le Japon, je pense, est un peu différent, parce qu'il exporte principalement une forme de subvention financière vers le système financier américain.

#Pascal

C'est vrai, c'est vrai. Ce que je veux dire, c'est plutôt que le Japon, à mon avis, a conservé une grande partie de ses capacités de production. Il n'en a pas perdu tant que ça. Le secteur automobile, par exemple, se porte plutôt bien. Ce n'est plus le numéro un mondial, mais les voitures continuent d'être fabriquées. Et elles ne le sont pas forcément au Japon même, vous savez. Ils ont beaucoup externalisé vers d'autres pays, mais ils ont conservé cette capacité à produire. D'ailleurs, quelques industries commencent maintenant à revenir progressivement, avec les initiatives américaines de relocalisation et de relocalisation chez des pays partenaires. C'est quelque chose que je ne constate pas quand je parle avec des collègues allemands.

En fait, je parle à des gens sur cette chaîne qui me disent : « Écoutez, le conseil numéro un, c'est de quitter l'Allemagne. Quittez l'Allemagne maintenant, parce qu'elle se délite, et que l'environnement des affaires pour l'économie réelle est absolument terrible. » Alors qu'au Japon, je ne vois pas ce genre de mouvement, du moins pas encore. Et quand je regarde la Chine, il y a tout simplement cette capacité de l'État à produire pratiquement n'importe quoi, y compris des grands modèles de langage modernes, et maintenant de la lithographie. C'est tout simplement incroyable qu'ils aient aussi percé dans le domaine de la lithographie. Peut-être pourriez-vous nous parler un peu des capacités réelles dont disposent ces différents États.

#Ryan Perkins

Je pense que l'un des cas intéressants à regarder, c'est l'Europe. Parce que la Russie... si vous allez en Russie — et je sais que vous y êtes allé un certain nombre de fois — la Russie a un équivalent de tous les monopoles technologiques américains, qu'il s'agisse d'Amazon ou des autres. La Russie a un équivalent pour chacun d'entre eux, tout comme la Chine. La Chine ne se contente pas d'avoir un équivalent : elle en a plusieurs pour chacun de ces monopoles technologiques. Et puis, quand on va en Europe, il n'y a rien. Ce qui est vraiment surprenant. L'Europe n'a aucune entreprise indigène de réseaux sociaux. Elle n'a aucun fournisseur indigène de commerce en ligne. Elle utilise des applications de taxi américaines. Et je pense que cela montre à quel point l'Europe est très, très intégrée dans la sphère du dollar. Oui, et aujourd'hui, je pense que la souveraineté numérique, c'est la souveraineté tout court. Donc, si vous ne disposez d'aucune de ces infrastructures, il est très difficile de maintenir une quelconque indépendance vis-à-vis des États-Unis.

#Pascal

C'est tout à fait vrai. Et puis, il y a aussi la capacité à interagir avec ces autres juridictions souveraines. L'une des choses que je trouve intéressantes au Japon en ce moment, c'est la prolifération, en réalité, des applications de paiement chinoises. Alipay et WeChat Pay se répandent très largement ici, en ce moment. C'est quelque chose que je n'ai pas encore beaucoup vu en Europe.

#Ryan Perkins

Non, je n'ai pas beaucoup vu ça en Europe. Et je pense qu'au Japon, c'est en partie simplement parce qu'il y a tellement de touristes chinois. Les Chinois sont désormais tellement habitués à utiliser ces applications de paiement que tout pays qui tient vraiment au tourisme chinois les adoptera.

#Pascal

Oui, et aussi les étudiants chinois, d'ailleurs. L'université de Kyoto en accueille beaucoup. C'est donc une très bonne chose, tout comme les étudiants chinois vont en Russie et ailleurs, ils vont aussi au Japon. Et les entreprises, en fait, sont de plus en plus nombreuses. Surtout les petits commerces, comme les salons de thé et les restaurants, et en particulier ceux de bubble tea. Selon vous, quel effet cela a-t-il aujourd'hui sur la capacité de la Chine à, disons... La Chine pourrait peser bien davantage qu'elle ne le fait actuellement, mais elle ne le fait pas. À mon avis, elle continue essentiellement à fonctionner sur la base de ce qu'elle propose, n'est-ce pas ? Elle ne tente rien qui se rapproche, même de loin, de ce que font les États-Unis avec leurs menaces de droits de douane, ou l'Union européenne avec ses remontrances permanentes : vous devez faire A, B, C, D, sinon vous êtes un pays maléfique. Les Chinois ne font tout simplement pas cela. Comment la manière chinoise de faire des affaires influence-t-elle aujourd'hui son environnement ? Pas seulement la Chine, mais aussi, disons, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique. Quelles sont vos observations ?

#Ryan Perkins

Je pense que, lorsqu'on écoute une bonne partie des commentaires multipolaires en Occident, les gens se plaignent toujours que la Chine n'en fasse pas davantage. Et je crois que l'une des choses que les gens, surtout dans ce courant-là, ne comprennent pas, c'est que la Chine n'a pas, à mon avis, une vision particulièrement multipolaire de l'avenir. La Chine est très explicite sur ce qu'elle veut, sur le monde qu'elle aimerait voir émerger. Ce n'est pas tant un monde multipolaire qu'un monde multilatéral. Un monde multilatéral composé de nations ayant des droits égaux et un statut égal. Et elle voit les Nations unies de cette manière... ou plutôt, elle a une vision assez idéalisée selon laquelle les Nations unies devraient, à terme, reposer sur ces idées-là.

Et je pense que cela façonne profondément la manière dont les entreprises chinoises, mais aussi l'État chinois, interagissent avec le reste du monde. Ils sont très contraints par cette vision-là. Et cette vision vient clairement d'en haut. Elle vient des dirigeants. Sur le plan idéologique, ils sont opposés à l'idée d'exercer des pressions sur d'autres nations. Et je pense que, dans le camp multipolaire, surtout en Occident, cela est perçu comme une hésitation à s'impliquer, ou comme une forme de faiblesse. Je ne le pense pas. Je pense que la Chine comprend que, si elle veut essayer de construire un monde de ce type, ce qui est son objectif, alors elle doit commencer à agir en ce sens dès aujourd'hui.

Et cela doit commencer par ne pas... par ne pas s'ingérer, et par ne pas exercer une influence excessive. Parce que c'est évident : elle en a les moyens. Elle a les moyens financiers, et elle a aussi les moyens politiques d'être bien plus affirmée sur la scène internationale. Pas seulement pour aider, vous savez, d'autres pays, mais aussi pour imposer sa propre volonté dans le monde entier. Et pourtant, on ne le voit pas. Et ce n'est pas une faiblesse. C'est, au fond, une partie de leur vision du monde : s'ils veulent construire un monde multilatéral fondé sur des partenariats entre égaux, alors cela doit commencer dès maintenant. Et cela doit commencer par eux-mêmes. Donc, je pense que cela explique en partie cette attitude.

#Pascal

C'est le cas, c'est le cas. La seule chose qui me laisse encore perplexe, parmi tous les différents théâtres, c'est en fait la relation sino-philippine. Surtout parce que cette relation ne s'est pas radicalement améliorée durant les années Duterte, alors que Rodrigo Duterte a vraiment, je pense, fait de très, très gros efforts pour apaiser la Chine. Et cela n'a pas vraiment conduit à, disons, une démilitarisation de la mer de Chine orientale, comme les Philippines l'espéraient, je crois. Quelles sont vos observations à ce sujet ? Parce que, lorsqu'on parle de l'Asie du Sud-Est, les États avec lesquels la Chine entretient, je pense, les relations les plus difficiles, même si c'est à des degrés divers, ce sont les Philippines d'un côté et le Vietnam de l'autre. Avec ces deux pays, ils se retrouvent parfois face à face. Pourquoi cela semble-t-il encore constituer une dimension aussi complexe de la politique étrangère chinoise ?

#Ryan Perkins

Oui. Enfin, les Chinois considèrent à juste titre les Philippines comme étant, pour l'essentiel, une possession coloniale des États-Unis. Et, dans les faits, c'est encore le cas. Le pays a obtenu son indépendance, du moins officiellement. Mais il n'a jamais réellement exercé la moindre véritable indépendance. Et je pense que les Chinois le comprennent. Ils comprennent aussi que les Philippines sont utilisées comme une sorte de pointe de lance, pour mettre à l'épreuve la souveraineté chinoise dans cette région. Mais je pense que les Chinois ont fait preuve d'une retenue remarquable. Quand

on voit l'asymétrie militaire entre ces deux pays, le fait que la Chine ne se soit pas davantage affirmée témoigne vraiment de sa retenue dans cette région. Car si la Chine le voulait, enfin, elle pourrait très facilement s'affirmer de manière très décisive. Non, elle le pourrait.

#Pascal

Ma question, c'est plutôt : pourquoi la Chine n'essaie-t-elle pas de mener une offensive de charme, vous savez, envers les Philippines, mais aussi le Vietnam ? Je comprends que Taïwan soit un sujet complètement différent, donc on peut le laisser de côté. Mais les Philippines, surtout : pourquoi ne pas simplement essayer de les rallier avec de l'argent ? Leur dire, par exemple : d'accord, dans ces zones de pêche, faites ce que vous avez à faire, soyez heureux et prospères. Pourquoi cette approche conflictuelle, qui me paraît atypique, quand on voit comment la Chine fait de la politique à l'extérieur et dans d'autres domaines ? Oui.

#Ryan Perkins

Donc, du point de vue chinois, chaque action menée par la Chine a été une réaction à une atteinte initiée par les Philippines. D'accord.

#Pascal

À un moment donné, il faudra que j'organise un panel sur ce sujet. Parce que c'est typiquement le genre de chose où je me dis que si les Philippines et la Chine entretenaient de bonnes relations, enfin, on ferait... Bon, le problème fondamental...

#Ryan Perkins

Le grand problème, c'est que les Philippines ne sont pas un pays souverain. Elles sont, pour l'essentiel, un appendice économique des États-Unis. C'est une colonie, et elle est restée une colonie depuis mille neuf cent cinquante-trois, depuis cette indépendance, encore une fois, en quelque sorte nominale.

#Pascal

Et peut-être, dans les cinq, six, sept dernières minutes, quelles sont vos attentes quant à la manière dont les Chinois vont maintenant tenter de s'adapter à ce nouvel environnement ? Un environnement où, en fait, vous savez, l'OTAN a été mise à l'épreuve et a échoué en partie, dans une large mesure, en Ukraine. Et où les États-Unis ont de nouveau testé leur capacité de projection de puissance en Iran, sans réussir, du moins pas encore. Avez-vous constaté sur le terrain un quelconque impact sur la psychologie chinoise, ou sur leur manière de percevoir le monde ? Je veux dire, le monde de la puissance militaire en deux mille vingt-six ?

#Ryan Perkins

Je veux dire, les Chinois sont des gens très, très pragmatiques. Très, très pragmatiques. Et quand on écoute leurs analyses géopolitiques, publiées par leurs groupes de réflexion... J'ai écrit un article, au début de la guerre en Iran, sur ce que les analystes géopolitiques chinois disaient de cette guerre. C'était très intéressant, parce qu'un consensus général se dégageait : ils la comparaient fortement à la guerre en Irak. Et ils disaient que la guerre en Irak, tout comme la guerre en Iran, visait en fin de compte la Chine. Elle faisait partie d'une stratégie d'endiguement économique dirigée contre la Chine : la guerre mondiale contre le terrorisme. Et un bon nombre de ces analystes ont affirmé que cette guerre mondiale contre le terrorisme, à cause d'erreurs de calcul militaires et politiques des États-Unis, avait en réalité offert à la Chine près d'une décennie de paix et de stabilité économique.

En se trompant dans ses calculs et en s'enlisant militairement en Irak et en Afghanistan pendant les dix premières années du vingt-et-unième siècle, les États-Unis ont offert à la Chine dix années de paix et de prospérité. Pendant dix ans, les États-Unis n'ont pas pu se concentrer sur la Chine. Et au début de la guerre contre l'Iran, voilà ce qu'ils disaient. Ils disaient qu'ils soupçonnaient — ou espéraient, ou soupçonnaient — qu'il s'agissait là aussi d'une nouvelle erreur de calcul militaire américaine, et que cela donnerait essentiellement à la Chine le temps de se développer. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ça. Personnellement, je pense que l'objectif de la guerre contre l'Iran, c'est ce qui s'est réellement produit. Elle a essentiellement créé pour les États-Unis un énorme levier économique, leur permettant d'augmenter ou de réduire la pression économique et les difficultés économiques imposées au Sud global, aux BRICS et à la Chine.

Et c'est un levier. Je pense que le but de la guerre, c'était précisément de créer ce levier, de mettre en place ce blocus, ce verrouillage du détroit d'Ormuz, puis de le maintenir. Et, au cours de l'année à venir, ou des dix-huit prochains mois, d'augmenter ou de réduire la pression, tout simplement. Je pense que c'était en réalité l'objectif. Le changement de régime, c'était... enfin, ne vous méprenez pas : s'ils avaient réussi à provoquer un changement de régime, ils en auraient été ravis. Mais je ne pense pas qu'ils aient jamais vraiment cru que c'était possible. Et je pense que ce que nous voyons actuellement, c'est essentiellement un blocus américain du détroit d'Ormuz, ou un contrôle américain sur Ormuz. Et je pense que c'était en réalité le but. C'était l'objectif. J'ai aussi beaucoup écrit à ce sujet.

#Pascal

Ce qui s'est passé est fascinant. Quand le détroit d'Ormuz a été pratiquement fermé — et les signes montrent qu'une bonne partie du commerce y reprend maintenant, d'ailleurs — mais lorsqu'il était bloqué et que la disponibilité du pétrole sur les marchés est devenue vraiment incertaine, la Chine a réduit ses importations de pétrole de presque cinquante pour cent. Pourquoi ? Pourquoi ont-ils fait ça ? À mon avis, cela a aidé les États-Unis à surmonter cette période de tension et a empêché les prix de monter autant que les gens le prédisaient.

#Ryan Perkins

Pourquoi la Chine a-t-elle fait ça ? Elle s'y est prise de plusieurs façons. Elle a notamment mobilisé une grande partie des ressources en énergies renouvelables qu'elle avait mises en place. Elle a donc pu faire chuter fortement la demande de pétrole. Mais elle possède aussi, de très loin, la plus grande réserve stratégique de pétrole au monde. Il y a donc eu un déstockage massif de la réserve stratégique chinoise. À mon avis, elle l'a fait principalement parce qu'elle pensait que la hausse des prix serait relativement temporaire. Et les prix ont effectivement baissé depuis. Mais je pense que les États-Unis ont l'intention de maintenir le blocus, et de conserver le contrôle du détroit d'Ormuz, plus longtemps que la Chine ne pourra continuer à puiser dans sa réserve stratégique de pétrole.

On a vu que les Chinois ont déjà commencé à augmenter leurs importations d'énergie. Donc, on verra. Mais je pense que Scott Messam s'est déjà exprimé. Il a dit que le détroit ne... ne reviendra jamais à ce qu'il était. Et il a dit que, d'ici deux ou trois ans, on ne se souciera plus du détroit, parce que les oléoducs et les gazoducs seront en place pour le contourner. Donc, dans cette déclaration, il y a une reconnaissance tacite du fait que c'est la nouvelle norme : le contrôle du détroit d'Ormuz par les États-Unis est, en substance, appelé à perdurer, au moins dans un avenir prévisible. Mais je pense que ça a toujours été le but. Ça a toujours été l'objectif.

#Pascal

Et vous ne pensez pas que tout ce discours iranien, selon lequel ils contrôlent le détroit d'Ormuz et qu'ils sont aux commandes... vous pensez que ce n'est pas vraiment le cas. Le blocus à longue portée est en réalité plus efficace que tout impact à courte portée que les Iraniens pourraient avoir.

#Ryan Perkins

Quand j'ai commencé à écrire là-dessus, j'ai fait une analyse vraiment exhaustive des documents stratégiques, des études stratégiques sur le sujet, et des documents de politique publique. J'ai passé en revue tous les documents américains des quelque vingt dernières années : ceux du Service de recherche du Congrès, du CSIS, de la RAND, de l'Atlantic Council, du Naval War College américain. Et le consensus, dans presque tous ces documents sur vingt ans, était le suivant. Il y avait deux points sur lesquels pratiquement toutes les études s'accordaient : une opération brève et coup de poing visant à changer le régime ne marcherait pas. Et une campagne militaire plus longue et soutenue ne permettrait pas non plus d'obtenir un changement de régime sans un important déploiement de forces terrestres. Or, cela n'allait jamais, absolument jamais, arriver.

Et l'autre point de consensus, c'était que, si une telle action avait lieu, l'Iran fermerait le détroit d'Ormuz. Ils le fermeront. Ce n'est pas un risque marginal. Ce n'est pas un événement imprévisible. Ça va arriver. Alors, si vous poursuivez une stratégie comme celle-là, vous devez supposer que c'était l'objectif. L'objectif était de fermer le détroit. Si, depuis vingt ans, les notes d'analyse vous disent que

vosre opération de changement de régime ne fonctionnera pas et que l'Iran fermera le détroit, vous ne pouvez que supposer que c'était l'objectif de l'opération.

#Pascal

Et puis, quand on comprend ça, la seule explication — pardon, pardon — la seule explication, c'est soit que vous êtes idiot, soit que vous trompez tout le monde. Et apparemment, selon votre analyse, ils trompent tout le monde, parce que fermer le détroit, c'est ce qu'ils voulaient depuis le début.

#Ryan Perkins

Oui, c'est vraiment intéressant. Si vous regardez... J'ai écrit sur les raisons, sur la manière dont cette stratégie sert les intérêts des États-Unis. J'en ai parlé en avril, en mai et en juin. Et le deux juillet, la Banque centrale européenne a publié un rapport qui confirmait exactement ce que je disais. Cela correspondait parfaitement, et cela explique comment la fermeture du détroit d'Ormuz affecte fortement l'économie chinoise dans son ensemble, davantage que l'économie européenne. L'économie américaine, elle, n'est presque pas touchée. J'écris un autre rapport à ce sujet, mais j'en ai en fait publié une analyse, je crois, le mois dernier.

C'était publié le deux juillet par la Banque centrale européenne. Et ça modélise exactement les données que j'avais modélisées au début du conflit. Ces données reposaient sur un rapport que j'ai rédigé en septembre dernier, en prenant ce qui s'est passé pendant le Covid comme étude de cas. J'ai donc analysé les données économiques chinoises pendant le Covid. On voit ce qui se produit lorsqu'ils subissent une vague d'inflation dans la chaîne d'approvisionnement. Elle se propage à travers toute la chaîne, et on voit comment elle affecte l'économie chinoise. Et j'ai dit : si cette crise d'Ormuz se poursuit, c'est ce qui va se reproduire. Nous allons voir la même chose.

L'économie chinoise va être gravement... le secteur manufacturier chinois va être gravement touché. Le deux juillet, la Banque centrale européenne a publié un rapport. Il est identique. Il est identique à ce que j'ai dit, sur la base des données liées au Covid. Oui. Et, en substance, ils ont dit que l'économie américaine serait très probablement presque pas affectée par une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz. Cela vient de deux ondes de choc. La première, c'est l'énergie. La seconde, ce sont les autres ressources qui dépendent du détroit : les engrais, l'hélium, et cetera, ainsi que d'autres produits... l'aluminium aussi. Donc, le rapport modélise l'effet de ces deux pénuries liées à Ormuz, et il arrive à la même conclusion que moi.

#Pascal

Félicitations. Et toute dernière question, parce que nous devons conclure cette discussion : à votre avis, les principaux groupes de réflexion chinois et les décideurs sont-ils conscients de cela ? Pensez-vous que c'est ainsi qu'ils le perçoivent et qu'ils comprennent ce qu'était l'Iran ?

#Ryan Perkins

Je sais que certains d'entre eux le font. Je le sais, parce que je leur ai parlé récemment. D'autres ne le font pas. D'autres non. Ils sont divisés. Prenez, par exemple... Je connais assez bien plusieurs de ces personnes, notamment à l'université Renmin. Et ils sont très divisés. Certains sont d'accord avec moi, d'autres non. Certains considèrent la récente réunion à Washington de façon bien plus positive que moi. Ils y voient une occasion d'éviter une sorte de piège de Thucydide. Moi, j'interprète cette réunion à Washington un peu différemment.

#Pascal

Je ne pense pas que les Américains laisseront qui que ce soit échapper à ce piège. Je veux dire, ils y poussent tout le monde, droit dedans. Mais Brian, merci beaucoup pour cet aperçu très complet. C'était fascinant. Pour les gens qui veulent vous retrouver, je suppose qu'avant tout, il faut les envoyer vers votre Substack, Brian. Oui. Y a-t-il d'autres endroits où les gens devraient aller ?

#Ryan Perkins

Oui, vous pouvez aussi retrouver mon travail sur Twitter, sous l'identifiant « China Indicator ».

#Pascal

Tout le monde, retrouvez Brian Perkins sur Substack et sur X. Les liens seront dans la description ci-dessous, et nous ferons le point prochainement.

#Ryan Perkins

Désolé, encore une chose. Si vous cherchez le rapport que j'ai mentionné sur la valeur ajoutée chinoise, il se trouve sur le site [globeconomicindicator point com](http://globeconomicindicator.com).

#Pascal

globeconomicindicator.com. Je vais essayer de mettre aussi un lien vers ce site dans la description. Brian Perkins, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Ryan Perkins

Brillant. Merci beaucoup.